

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D 90 — 327

**28. SEPTEMBER 1989. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive zur Gründung der Beratungsausschüsse für den Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region**

Aufgrund des Gesetzes vom 19. Dezember 1974 zur Organisation der Beziehungen zwischen den öffentlichen Obergkeiten und den Gewerkschaften der Bediensteten, die diesen Obergkeiten untergeordnet sind, abgeändert durch die Gesetze vom 1. September 1980 und vom 19. Juli 1983;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, abgeändert durch das Sondergesetz vom 8. August 1988, insbesondere des Artikels 83, § 3;

Aufgrund des begründeten Gutachtens des Obersten Beratungsausschusses für die Wallonische Region, abgegeben am 8. Dezember 1987;

Auf Vorschlag des Ministers-Vorsitzenden der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen öffentlichen Dienst,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

**Artikel 1.** Es gibt einen Grundberatungsausschuß für den Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region. Er trägt die Nr. XVI.

**Art. 2.** Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen öffentlichen Dienst, ist mit der Durchführung dieses Erlasses beauftragt.

Namur, den 28. September 1989.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N 90 — 327

**28 SEPTEMBER 1989. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve houdende instelling van de overlegcomités voor de Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, gewijzigd bij de wetten van 1 september 1980 en van 19 juli 1983;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de gewone wet van 8 augustus 1988, inzonderheid op artikel 83, § 3;

Gelet op het gemotiveerd advies van het hoger comité van overleg van het Waalse Gewest, gegeven op 8 december 1987;

Op voordracht van de Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met Economie, K.M.O's en regionaal openbaar Ambt,

Besluit :

**Artikel 1.** Er is een basisoverlegcomité voor de Economische en Sociale Raad van het Waalse gewest. Het draagt het nr. XVI.

**Art. 2.** De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met Economie, K.M.O's en regionaal openbaar Ambt is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 september 1989.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met Economie, K.M.O's en regionaal openbaar Ambt,

B. ANSELME

F 90 — 328

**23 NOVEMBRE 1989. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon instaurant une aide à la rénovation et à l'embellissement extérieurs des immeubles d'habitation**

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 1er;

Vu l'accord du Ministre de la Région wallonne ayant le budget dans ses attributions donné le 8 août 1989;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche, des Technologies et de Relations extérieures pour la Région wallonne,

Arrête :

**Article 1er.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° le Ministre : le Ministre de la Région wallonne qui a l'Aménagement du Territoire dans ses attributions;  
2° l'Administration : la direction générale de l'Aménagement du Territoire et du Logement;  
3° les délégués du Ministre : les personnes désignées par le Ministre au sein de l'Administration, chargées de vérifier le respect des obligations imposées par le présent arrêté;

4° le demandeur :

a) soit la personne physique, morale de droit ou d'intérêt public ou morale de droit privé, titulaire d'un droit réel sur l'immeuble d'habitation;

b) soit la personne mandatée à cet effet par l'ensemble des personnes titulaires d'un droit réel sur l'immeuble d'habitation;

5° immeuble d'habitation : à la date de la demande, le bâtiment destiné en ordre principal à l'hébergement et à la vie d'un ou de plusieurs ménages et dont la première occupation est antérieure de vingt années au moins au 1er janvier de l'année de la demande d'aide;

6° travaux : les travaux de rénovation et d'embellissement repris à l'annexe II du présent arrêté et relatifs aux éléments extérieurs de l'immeuble d'habitation;

7° entrepreneur enregistré du secteur de la construction, celui qui, à la date soit du devis, soit de la commande, soit de la facturation des travaux :

a) remplit les conditions prévues par l'arrêté royal du 5 octobre 1978 portant exécution des articles 299bis du Code des Impôts sur les Revenus et 30bis de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs; cette première condition n'est pas applicable aux entrepreneurs qui détiennent un monopole légal pour l'exécution de certains types de travaux;

b) apporte la preuve délivrée par le Centre scientifique et technique de la Construction reconnu par l'arrêté royal du 23 septembre 1959 de son affiliation à ce centre ou au centre de son secteur institué en application de l'arrêté-loi du 30 janvier 1947 fixant le statut de création et de fonctionnement de centres chargés de promouvoir et de coordonner le progrès technique des diverses branches de l'économie nationale par la recherche scientifique, dans la mesure où cette affiliation est rendue obligatoire.

**Art. 2. § 2.** Dans la limite des crédits inscrits à cette fin au budget de la Région wallonne et aux conditions fixées par le présent arrêté, le Ministre peut accorder une aide à la rénovation et à l'embellissement extérieurs de tout immeuble d'habitation situé :

1° soit dans un périmètre visé à l'article 309 du Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme;

2° soit dans un territoire communal ou une partie de territoire communal visé à l'article 322/12 du même Code;

3° soit dans un ensemble architectural, soit dans une zone de protection, tels qu'ils sont définis en application du décret du 17 juillet 1987 relatifs à la protection du patrimoine culturel immobilier de la Communauté française;

4° soit dans un périmètre de rénovation urbaine fixé en application de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 décembre 1985 relatif à l'octroi par la Région de subventions pour l'exécution d'opérations de rénovation urbaine.

§ 2. Le ou les logements compris dans l'immeuble d'habitation ne doivent présenter aucune des causes d'insalubrité visées par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 septembre 1988 instaurant une prime à la réhabilitation de logements insalubres situés dans la Région wallonne et auxquelles répondent les travaux d'assainissement repris à l'annexe I du présent arrêté, hormis ceux qui, dans l'immeuble d'habitation, se rapportent à des éléments extérieurs et communs à plusieurs logements.

§ 3. Le montant des travaux pris en considération est au minimum de 50 000 F hors T.V.A., attesté par des factures émanant d'entrepreneurs enregistrés du secteur de la construction.

§ 4. Pour les mêmes travaux, l'aide ne peut être cumulée avec les avantages accordés en vertu :

1° du décret du 17 juillet 1987 relatif à la protection du patrimoine culturel immobilier de la Communauté française;

2° de l'article 74 du Code du Logement;

3° de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 septembre 1988 instaurant une prime à la réhabilitation de logements insalubres situés dans la Région wallonne;

4° de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 décembre 1988 instaurant une prime à la construction de logements, au remplacement de logements reconnus insalubres non améliorables et à l'acquisition de logements appartenant à des personnes de droit public.

**Art. 3. § 1er.** La demande est adressée à l'Administration par envoi recommandé à la poste, au moyen du formulaire établi par le Ministre et délivré par l'Administration.

L'Administration adresse au demandeur un accusé de réception ou l'informe que son dossier n'est pas complet.

§ 2. Pour être considérée comme complète, la demande de l'aide comporte :

1° l'identification précise de l'immeuble d'habitation, en ce compris la mention de son numéro cadastral;

2° le rapport de l'Administration certifiant que le ou les logements compris dans l'immeuble d'habitation ne présentent aucune cause d'insalubrité au sens de l'article 2, § 2, du présent arrêté;

3° le certificat de l'Administration compétente du Ministère des Finances relatif aux droits sur l'immeuble d'habitation dont sont titulaires le demandeur ou les personnes qui le mandatent;

4° l'attestation de l'Administration communale établissant que la première occupation de l'immeuble d'habitation est antérieure de vingt années au moins au 1er janvier de l'année de la demande d'aide;

5° un devis des travaux.

**Art. 4. § 1er.** Les travaux de rénovation et d'embellissement sont ceux qui figurent à l'annexe II du présent arrêté. Ils peuvent être relatifs à l'ensemble des éléments extérieurs de l'immeuble d'habitation.

Si les éléments extérieurs d'un immeuble d'habitation comprenant plusieurs logements présentent une ou plusieurs causes d'insalubrité au sens de l'article 2, § 2, du présent arrêté, les travaux communs aux logements comprennent en priorité les travaux d'assainissement qui remédient à ces causes d'insalubrité.

§ 2. Les travaux ne peuvent être entrepris que postérieurement à la date d'accusé de réception de la demande de l'aide.

Les travaux soumis à l'application de l'article 41, §§ 1er et 2 du Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme ne peuvent être entrepris avant l'obtention du permis de bâtir requis.

§ 3. Les travaux doivent être exécutés dans les deux ans à dater de l'accusé de réception de la demande de l'aide.

Le Ministre peut proroger ce délai de six mois s'il estime fondée une demande de prolongation, motivée par une cause étrangère libératoire, adressée à l'Administration par lettre recommandée à la poste avant l'expiration du délai de deux ans.

Art. 5. Le montant de l'aide est fixé à 50 % du montant des factures hors T.V.A. prises en considération. Ce montant est ramené à 25 % dans le cas où le bénéficiaire est une personne morale de droit privé.

Par immeuble d'habitation, le Ministre peut accorder une aide dont le montant n'excède pas 150 000 F.

Art. 6. Le montant de l'aide est notifié au demandeur après réception par l'Administration d'une déclaration d'achèvement des travaux.

L'aide n'est pas octroyée dans le cas de travaux ou de mise en œuvre de matériaux soumis à l'application de l'article 41, §§ 1er et 2 du Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, pour lesquels le permis de bâtir n'a pas été délivré.

Art. 7. S'il est constaté par les délégués du Ministre que les obligations imposées par le présent arrêté ne sont pas respectées, le demandeur est tenu de rembourser le montant de l'aide sans délai.

Le recouvrement est exécuté par le Ministre qui procède à l'intervention de l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines, conformément à l'article 3 de la loi domaniale du 22 décembre 1949.

Art. 8. Lorsque'un immeuble d'habitation a fait l'objet de l'octroi d'une aide, aucune nouvelle demande relative au même immeuble n'est prise en considération dans les dix années à dater de l'envoi de la déclaration d'achèvement des travaux.

Art. 9. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 15 janvier 1987 relatif à l'octroi par la Région wallonne d'aides aux personnes physiques pour l'exécution d'opérations de rénovation urbaine est abrogé.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1990.

Art. 11. Le Ministre ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 novembre 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche,  
des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne,

A. LIENARD

Annexe I

Toiture :

1. Remplacement de la couverture (minimum 50 % de la surface totale ou la totalité d'un versant de la toiture), y compris les lucarnes, tabatières et ouvrages assimilés.
2. Appropriation de la charpente.
3. Remplacement de tout élément ou dispositif de collecte et d'évacuation des eaux pluviales.
4. Remplacement ou installation de tout dispositif assurant l'éclairage naturel ou l'aération du ou des combles non aménagés en pièces d'habitation.

Murs :

5. Assèchement des murs.
6. Renforcement des murs instables.

Menuiseries extérieures :

7. Remplacement de menuiseries extérieures (portes et châssis) y compris le vitrage sous réserve de satisfaire aux critères de salubrité énoncés à l'annexe de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 septembre 1988 précité.

Sols :

8. Remplacement des planchers et supports (gîtages, hourdis, etc.) et de sols d'un ou plusieurs locaux.
9. Remplacement des aires de circulation et de sous-couches d'un ou de plusieurs locaux, y compris les plinthes.

Eclairage naturel et ventilation :

10. Mise en conformité aux critères de salubrité énoncés à l'annexe de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 septembre 1988 précité.

Sécurité :

11. Appropriation de l'installation électrique ou de gaz, non compris le remplacement des appareils de chauffage ou de production d'eau chaude. Une attestation de mise en conformité aux dispositions légales (R.G.I.E. et R.G.P.T.) doit être fournie par l'entrepreneur enregistré.

12. Remplacement d'escalier intérieur y compris les travaux annexes indispensables.

13. Gainage de corps de cheminée, y compris la restauration ou la reconstruction des souches et accessoires.

Hygiène :

14. Installation d'un point d'eau potable sur évier dans la cuisine.

15. Installation d'un système d'égouttage des eaux usées ou remplacement du système existant en conformité avec les prescriptions urbanistiques du lieu.

16. Installation d'un W.C. à chasse raccordé à l'égout public, à une fosse à vidanger ou à un système d'autoépuration. Le W.C. doit être situé dans un local aéré.

Accès :

17. Aménagement d'un accès à la voirie publique distinct pour le ou les logements situés dans un immeuble d'habitation comportant un rez-de-chaussée commercial.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 23 novembre 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche,  
des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne,

A. LIENARD

#### Annexe II

Travaux de rénovation et d'embellissement extérieurs des immeubles d'habitation.

1. Les travaux d'assainissement des logements repris à l'annexe I, pour autant qu'ils soient communs à plusieurs logements et qu'ils se rapportent à des éléments extérieurs de l'immeuble d'habitation.

2. La rénovation ou le remplacement des châssis, fenêtres et portes extérieurs ne présentant aucune des causes d'insalubrité énoncées à l'annexe de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 septembre 1988 précité.

3. L'amélioration de l'éclairage naturel par le percement ou l'agrandissement de baies, caractérisés par une dominante verticale, ainsi que par la démolition d'annexes nuisant à l'ensoleillement.

4. La remise en état de propreté des façades et des pignons par divers procédés, ainsi que par application de peinture, d'enduit ou de crépi.

5. Le rejointoyage des façades et des pignons.

6. La reconstitution de trumeaux à l'aplomb et dans l'axe des trumeaux d'origine.

7. En cas de rez-de-chaussée commercial, l'établissement de la vitrine en retrait de la façade.

8. La construction, la rénovation ou le remplacement de murs de clôture dans les périmètres, ensembles architecturaux ou zones où ils constituent une caractéristique.

9. La pose ou le remplacement d'enseignes ou de procédés de publicité conformément aux caractéristiques arrêtées par le Ministre.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 23 novembre 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche,  
des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne,

A. LIENARD

#### ÜBERSETZUNG

D 90 — 328

#### 23. NOVEMBER 1989. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive zur Einführung einer Beihilfe für Aussenrenovierungen und -verschönerungen an Wohnhäusern

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 1,  
Aufgrund der am 8. August 1989 gegebenen Zustimmung des für den Haushalt zuständigen Ministers der  
Wallonischen Region;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, der Forschung, der Technologien und der Aussenbeziehungen für die Wallonische Region,

Erlässt die Wallonische Regionalexekutive,

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1. Minister : den für Raumordnung zuständigen Minister der Wallonischen Region;
2. Verwaltung : die Generaldirektion der Raumordnung und des Wohnungswesens;
3. Vertreter des Ministers : die durch den Minister innerhalb der Verwaltung bezeichneten Personen, die mit der Überprüfung der Einhaltung der durch vorliegenden Erlaß auferlegten Verpflichtungen betraut sind;
4. Antragsteller :
  - a) entweder die natürliche Person, juristische Person des öffentlichen Rechts oder Interesses oder juristische Person des Privatrechts, die Inhaberin eines dinglichen Rechts an dem Wohnhaus ist;
  - b) oder die zu diesem Zweck durch die Personen, die Inhaber eines dinglichen Rechts an dem Wohnhaus sind, bevollmächtigte Person.

5. Wohnhaus : das am Antragsdatum hauptsächlich für die Unterkunft und das Leben von einem oder mehreren Haushalten bestimmte Gebäude, dessen erste Bewohnung am 1. Januar des Beihilfenantragsjahres mindestens zwanzig Jahre zurückliegt;

6. Arbeiten : die in der Anlage II zum vorliegenden Erlaß angeführten Renovierungs- und Verschönerungsarbeiten, die sich auf die Aussenelemente des Wohnhauses beziehen;

7. Registrierter Unternehmer des Bausektors, denjenigen, der am Tage des Kostenanschlages, der Bestellung oder der Fakturierung der Arbeiten :

a) die durch den Königlichen Erlaß vom 5. Oktober 1978 zur Durchführung des Artikels 299bis des Einkommensteuergesetzbuches und durch Artikel 30bis des Gesetzes vom 27. Juni 1969 zur Revision der Gesetzesverordnung vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer vorgesehenen Bedingungen erfüllt; diese erste Bedingung gilt nicht für Unternehmer, die ein rechtlich gesichertes Monopol für die Ausführung von bestimmten Arbeitsarten innehaben;

b) den durch die laut Königlichen Erlaß vom 23. September 1959 anerkannte wissenschaftlich-technische Anstalt für Bauwesen erteilten Beweis seiner Mitgliedschaft bei dieser Anstalt oder bei einer Anstalt seines Sektors erbringt, der in Anwendung der Gesetzesverordnung vom 30. Januar 1947 zur Festlegung der Einsetzungs- und Arbeitsbestimmungen der Anstalten, die mit der Förderung und der Koordinierung des technischen Fortschritts der verschiedenen Wirtschaftszweige des Landes durch wissenschaftliche Forschung beauftragt sind, insofern diese Mitgliedschaft Pflicht ist.

**Art. 2. § 1.** Innerhalb der Grenzen der zu diesem Zweck im Haushalt der Wallonischen Region eingetragenen Mittel und unter den durch vorliegenden Erlaß festgelegten Bedingungen kann der Minister eine Beihilfe für Aussenrenovierungen und - Verschönerungen an Wohnhäusern gewähren, die gelegen sind :

1° entweder in einem in Artikel 309 des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches erwähnten Gebiet;

2° oder in Gemeindegebieten oder Teilen von Gemeindegebieten, die in Artikel 322/12 des gleichen Gesetzbuches erwähnt werden;

3° oder in einem architektonischen Gefüge, oder in einem Schutzgebiet, so wie diese in Anwendung des Dekretes vom 17. Juli 1987 über den Schutz des unbeweglichen Kulturgutes der französischen Gemeinschaft festgelegt worden sind;

4° oder in einem Stadtanierungsbereich, der in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. Dezember 1985 über die Gewährung durch die Region von Subventionen für Stadtanierungsmaßnahmen festgelegt worden ist.

§ 2. Die Wohnungen im Wohnhaus dürfen keine der im Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 8. September 1988 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung von in der Wallonischen Region gelegenen gesundheitsschädlichen Wohnungen erwähnten Ursachen für ungesunde Wohnungen aufweisen, denen mit den in Anlage I zu vorliegendem Erlaß angeführten Sanierungsarbeiten entsprochen wird, außer denjenigen, die sich im Wohnhaus auf Aussenelemente beziehen, die mehreren Wohnungen gemeinsam sind.

§ 3. Der Betrag der in Betracht gezogenen Arbeiten muß sich auf mindestens 50 000 F ohne MwSt. belaufen und durch Rechnungen von registrierten Unternehmer des Bausektors belegt werden.

§ 4. Für die gleichen Arbeiten darf die Beihilfe nicht mit Vergünstigungen kumuliert werden, die gewährt werden aufgrund :

1° des Dekrets vom 17. Juli 1987 über den Schutz des unbeweglichen Kulturgutes der französischen Gemeinschaft;

2° von Artikel 74 des Wohnungsbaugesetzbuches;

3° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 8. September 1988 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung von in der Wallonischen Region gelegenen gesundheitsschädlichen Wohnungen;

4° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 8. Dezember 1988 über die Einführung einer Prämie für den Bau von Wohnungen als Ersatz von Wohnungen, die als gesundheitsschädlich und nicht sanierbar anerkannt sind, für den Erwerb von Personen des öffentlichen Rechts gehörenden Wohnungen.

**Art. 3. § 1.** Der Antrag muß mittels des zu diesem Zweck vom Minister aufgestellten und durch die Verwaltung ausgehändigten Formulars per Einschreiben bei der Verwaltung eingereicht werden.

Die Verwaltung bestätigt dem Antragsteller den Eingang seines Antrages oder benachrichtigt ihn, daß seine Akte nicht vollständig ist.

§ 2. Um als vollständig zu gelten, muß der Beihilfenantrag folgendes enthalten :

1° die genaue Identifizierung des Wohnhauses unter Angabe seiner Katasternummer;

2° den Bericht der Verwaltung, der bescheinigt, daß die Wohnungen im Wohnhaus keine Ursachen der Gesundheitsschädlichkeit im Sinne von Artikel 2, § 2, des vorliegenden Erlasses aufweisen;

3° die Bescheinigung der zuständigen Verwaltung des Finanzministeriums, worin die Rechte am Wohnhaus angegeben werden, die der Antragsteller oder die Personen, die ihn bevollmächtigen, innehaben;

4° die Bescheinigung der Gemeindeverwaltung, die bestätigt, daß die erste Bewohnung des Wohnhauses mindestens zwanzig Jahre vor dem 1. Januar des Beihilfenantragsjahres erfolgte;

5° einen Kostenvoranschlag der Arbeiten.

**Art. 4. § 1.** Die Renovierungs- und Verschönerungsarbeiten sind diejenigen, die in Anlage II zu vorliegendem Erlaß angeführt werden. Sie können sich auf die gesamten Aussenelemente des Wohnhauses beziehen.

Weisen die Aussenelemente eines Wohnhauses mit mehreren Wohnungen eine oder mehrere Ursachen der Gesundheitsschädlichkeit im Sinne von Artikel 2, § 2, des vorliegenden Erlasses auf, so müssen die gemeinsamen Arbeiten an den Wohnungen vorrangig die Sanierungsarbeiten, die diese Ursachen beheben, umfassen.

§ 2. Die Arbeiten dürfen erst in Angriff genommen werden, wenn der Empfang des Prämienantrags bestätigt worden ist.

Arbeiten, die unter Artikel 41, §§ 1 und 2, des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches fallen, dürfen nicht vor Erhalt der erforderlichen Baugenehmigung unternommen werden.

§ 3. Die Arbeiten müssen innerhalb von zwei Jahren ab dem Datum der Empfangsbestätigung des Beihilfenantrags ausgeführt werden. Der Minister kann diese Frist um sechs Monate verlängern, wenn er der Ansicht ist, daß ein Verlängerungsantrag, der auf einem fremden, befreienden Grund fußt und vor Ablauf dieser zweijährigen Frist per Einschreiben an die Verwaltung gerichtet wird, berechtigt ist.

**Art. 5.** Die Höhe der Beihilfe wird auf 50 % des Betrags der berücksichtigten Rechnungen, ohne MwSt., festgelegt. Diese Höhe wird auf 25 % herabgesetzt, falls der Empfänger eine juristische Person des Privatrechts ist. Pro Wohnhaus kann der Minister eine Beihilfe gewähren, deren Betrag nicht höher als 150 000 F ist.

**Art. 6.** Die Höhe der Beihilfe wird dem Antragsteller mitgeteilt, nachdem die Verwaltung eine Erklärung über die Fertigstellung der Arbeiten erhalten hat.

Die Beihilfe wird nicht gewährt bei Arbeiten oder Verwendung von Baustoffen, die unter Artikel 41, §§ 1 und 2, des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches fallen und für die keine Baugenehmigung erteilt worden ist.

**Art. 7.** Wird durch die Vertreter des Ministers festgestellt, daß die durch vorliegenden Erlaß auferlegten Vorschriften nicht eingehalten werden, so ist der Antragsteller verpflichtet, die Beihilfe unverzüglich zurückzuerstatten.

Die Beitreibung erfolgt durch den Minister auf Intervention der Verwaltung der Mehrwertsteuer, der Einregistrierung und der Domänen, gemäß Artikel 3 des Domänengesetzes vom 22. Dezember 1949.

**Art. 8.** Wenn für eine Wohnhaus eine Beihilfe gewährt wurde, wird innerhalb von zehn Jahren nach der Erklärung der Fertigstellung der Arbeiten kein neuer Antrag bezüglich desselben Wohnhauses mehr berücksichtigt.

**Art. 9.** Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 15. Januar 1987 über die Gewährung durch die Wallonische Region von Beihilfen an natürliche Personen für die Durchführung von Stadterneuerungsmaßnahmen ist aufgehoben.

**Art. 10.** Vorliegender Erlaß tritt am 1. Januar 1990 in Kraft.

**Art. 11.** Der für Raumordnung zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. November 1989.

Der Minister-Vorsitzender der Wallonischen Regionalexekutive,  
der mit der Wirtschaft, den K.M.U. und dem regionalen öffentlichen Dienst beauftragt ist,

B. ANSELME

Der Minister der Raumordnung, der Forschung,  
der Technologien und der Aussenbeziehungen für die Wallonische Region,

A. LIENARD

#### Anlage I

Arbeiten zur Sanierung der Wohnungen.

Bedachung :

1. Ersatz der Dachhaut (mindestens 50 % der Gesamtfläche oder einer vollständigen Dachseite), einschließlich der Gauben, Dachliegefenster und ähnlicher Anlagen.
2. Anpassung des Dachstuhls.
3. Ersatz von Regenwassersammel- und -ableitungsvorrichtungen.
4. Ersatz oder Einbau von Anlagen für Tageslichtbeleuchtung und/oder Lüftung der nicht als Wohnräume ausgebauten Speicher.

Mauern :

5. Mauertrockenlegung.
6. Verstärkung baufälliger Mauern.

Aussenholzwerk :

7. Ersatz des Aussenholzwerks (Türen und Fensterrahmen), einschließlich Verglasung, jedoch unter dem Vorbehalt, daß den in der Anlage zum o.e. Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 8. September 1988 angegebenen Kriterien entsprochen wird.

Fußböden :

8. Ersatz der Decken und Träger (Tragbalken, Hourdiplatten, unsw.), und der Fußböden in einem oder mehreren Räumen.
9. Ersatz der Gehauflagen (Bodenbeläge) und der Zwischenlagen einschließlich Fußleister, in einem oder mehreren Räumen.

Tageslichtbeleuchtung und Lüftung :

10. Anpassung an die in der Anlage zum o.e. Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 8. September 1988 vorgeschriebenen Kriterien.

Sicherheit :

11. Anpassung der Strom- oder Gasversorgungsanlage, ausgenommen davon, der Ersatz der Heizgeräte oder Warmwasserbereiter. Eine Bescheinigung über die Einhaltung der gesetzlichen Vorschriften (A.E.A.O. und A.A.S.O. — Allgemeine Elektroanlagenordnung, Allgemeine Arbeitsschutzordnung), muß von dem registrierten Bauunternehmer ausgestellt werden.
12. Ersatz von Innentreppen einschl. der dabei anfallenden Nebenleistungen.
13. Schornsteinummantelung einschl. Instandsetzung bzw. Neubau der Schornsteinmündungen und Nebenanlagen.

Hygiene :

14. Anlage einer Trinkwasserzapfstelle über dem Abwaschbecken in der Küche.
15. Anlage einer Abwasserableitung oder völliger Ersatz der bestehenden Anlage in Übereinstimmung mit den örtlichen städtebaulichen Vorschriften.
16. Anlage eines W.C. mit Wasserspülung und Anschluß an die öffentliche Kanalisation oder an eine Faulsickergrube. Das W.C. muß in einem belüfteten Raum installiert werden.

Zugang :  
17. Anlage eines getrennten Zugangs zum öffentlichen Straßennetz für Wohnungen, die in einem Wohnhaus mit Geschäftserdgeschoß liegen.

Gesehen als Anlage zum Erlaß vom 23. November 1989.

Der Minister-Vorsitzender der Wallonischen Regionalexekutive,  
der mit der Wirtschaft, den K.M.U. und dem regionalen öffentlichen Dienst beauftragt ist,

**B. ANSELME**

Der Minister der Raumordnung, der Forschung,  
der Technologien und der Aussenbeziehungen für die Wallonische Region,

**A. LIENARD**

—  
Anlage II  
—

Aussenrenovierungs- und -Verschönerungsarbeiten an Wohnhäusern :

1. Die in Anlage I angeführten Arbeiten zur Sanierung der Wohnungen, insofern sie mehreren Wohnungen gemeinsam sind und sich auf Aussen-elemente des Wohnhauses beziehen.

2. Die Renovierung oder der Ersatz von Aussenrahmen, -fenstern und -türen, die keine der in der Anlage zum o.e. Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 8. September 1988 angeführten Ursachen der Gesundheits-schädlichkeit aufweisen.

3. Die Verbesserung der natürlichen Beleuchtung durch nachträglich durchgebrochene oder vergrößerte Öffnungen, die sich durch eine senkrechte Dominanz auszeichnen, sowie durch das Abrechen von Nebengebäuden, die der Sonneneinstrahlung schaden.

4. Die Säuberung von Fassaden und Giebeln anhand verschiedener Verfahren sowie durch Auftragen von Farbe, Putz oder Bewurf.

5. Die Neuausfugung von Fassaden und Giebeln.

6. Die Wiederherstellung von Fensterpfosten im Lot und in der Achse der ursprünglichen Fensterpfosten.

7. Bei Geschäftserdgeschossen, die Zurücksetzung des Schaufensters hinter die Fassade.

8. Die Errichtung, die Renovierung oder die Ersetzung von Einfriedungsmauern in den architektonischen Bereichen, Gefügen oder Zonen, wo sie charakteristisch sind.

9. Das Anbringen oder das Ersetzen von Reklameschildern oder -verfahren gemäß den durch den Minister festgelegten Merkmalen.

Gesehen als Anlage zum Erlaß vom 23. November 1989.

Der Minister-Vorsitzender der Wallonischen Regionalexekutive,  
der mit der Wirtschaft, den K.M.U. und dem regionalen öffentlichen Dienst beauftragt ist,

**B. ANSELME**

Der Minister der Raumordnung, der Forschung,  
der Technologien und der Aussenbeziehungen für die Wallonische Region,

**A. LIENARD**

—  
VERTALING  
—

N 90 — 328

**23 NOVEMBER 1989. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve houdende instelling van een tegemoetkoming voor de buitenvernieuwing en -verfraaiing van woongebouwen**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 1;  
Gelet op de instemming van de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden de begroting behoort, gegeven op 8 augustus 1989;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening, Onderzoek, Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° de Minister : de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden de ruimtelijke ordening behoort;

2° de Administratie : de algemene directie voor ruimtelijke ordening en huisvesting;

3° de afgevaardigden van de Minister : de in de Administratie door de Minister aangewezen personen belast met het nazicht van de naleving van de door dit besluit opgelegde verplichtingen;

4° de aanvrager :

a) hetzij de natuurlijke, rechtspersoon van publiek recht of belang, of privaatrechtelijk rechtspersoon die houder is van een zakelijk recht op het woongebouw;

b) hetzij de persoon die hiervoor gemachtigd is door alle personen die houder zijn van een zakelijk recht op het woongebouw;

5° woongebouw : op de datum van de aanvraag het gebouw dat hoofdzakelijk bestemd is voor de huisvesting en het leven van één of meerdere huishoudens en dat het eerst werd bewoond ten minste twintig jaar vóór de eerste januari van het jaar van de tegemoetkomingsaanvraag;

6° werken : de vernieuwings- en verfraaiingswerken opgenomen in bijlage II bij dit besluit en betreffende de buitenelementen van het woongebouw;

7° geregistreerde ondernemer van de bouwsector, hij die op de datum hetzij van de bestelling, hetzij van de facturering der werken :

a) de voorwaarden vervuld die voorzien zijn in het koninklijk besluit van 5 oktober 1978 houdende uitvoering van de artikelen 299bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en 30bis van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 30 december 1944 betreffende de sociale zekerheid der loonarbeiders; deze eerste voorwaarde is niet van toepassing op de ondernemers die een wettelijke monopolie hebben voor de uitvoering van bepaalde werken;

b) het door het Wetenschappelijk en Technisch Centrum voor het Bouwbedrijf erkend bij het koninklijk besluit van 23 september 1959 afgeleverd bewijs levert van zijn aansluiting bij dit centrum of bij het centrum van zijn sector ingericht bij toepassing van de besluitwet van 30 januari 1947 tot vaststelling van het statuut van oprichting en werking van de Centra, belast met de bevordering van de coördinatie van de technische vooruitgang van de verschillende takken van 's lands bedrijfsleven, door het wetenschappelijk onderzoek, voor zover dat deze aansluiting verplichtend is gemaakt.

**Art. 2. § 1.** Binnen de grenzen van de voor dit doeleinde ingeschreven kredieten op de begroting van het Waalse Gewest en aan de bij dit besluit vastgestelde voorwaarden kan de Minister een tegemoetkoming toestaan voor de buitenvernieuwing en -verfraaiing van elk woongebouw gelegen :

1° hetzij in de bij artikel 309 van het Waalse Wetboek van ruimtelijke ordening en stedenbouw bedoelde omtrek;

2° hetzij op een gemeentelijk grondgebied of deel van een gemeentelijk grondgebied bedoeld bij artikel 322/12 van hetzelfde Wetboek;

3° hetzij in een architecturaal geheel, hetzij in een beschermingsgebied, zoals zij vastgesteld zijn bij toepassing van het decreet van 17 juli 1987 betreffende de bescherming van het onroerend cultureel patrimonium van de Franse Gemeenschap;

4° hetzij in een omtrek van stadsvernieuwing vastgesteld bij toepassing van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 december 1985 betreffende de toekenning van toelagen door het gewest voor het uitvoeren van stadsvernieuwingsoperaties.

§ 2. Het of de in het woongebouw bestaande woning(en) moeten geen enkel oorzaak van ongezondheid tonen die bedoeld zijn in het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 8 september 1988 tot instelling van een premie tot rehabilitatie van verbeterbare ongezonde woningen gelegen in het Waalse Gewest en waar de in bijlage I bij dit besluit opgenomen saneringswerken op antwoorden, met uitzondering van dewelke die in het woongebouw betrekking hebben op buiten elementen en die eigen zijn aan meerdere woningen.

§ 3. Het bedrag van de werken die in aanmerking komen is minstens 50 000 F, exclusief BTW, bewezen door de facturen van bij de bouwsector geregistreerde aannemers.

§ 4. De tegemoetkoming mag, voor dezelfde werken, niet gecumuleerd worden met de voordelen verleend krachtens :

1° het decreet van 17 juli 1987 betreffende de bescherming van het onroerend cultureel patrimonium van de Franse Gemeenschap;

2° artikel 74 van het Huisvestingscode;

3° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 8 september 1988 tot instelling van een premie tot rehabilitatie van verbeterbare ongezonde woningen gelegen in het Waalse Gewest;

4° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 8 december 1988 tot instelling van een premie voor de bouw van woningen, de verandering van als ongezond en niet verbeterbaar erkende woningen en de aankoop van woningen die toebehoren aan publiekrechtelijke persoon.

**Art. 3. § 1.** De aanvraag wordt ingediend bij een ter post aangetekende brief bij de Administratie op het door de Minister opgesteld en door de Administratie verstrekte formulier.

De Administratie geeft aan de aanvrager een ontvangstbewijs af of betekent hem dat zijn dossier onvolledig is.

§ 2. Om als volledig te worden beschouwd, moet de tegemoetkomingsaanvraag bevatten :

1° de nauwkeurige identificatie van het woongebouw, met inbegrip van de vermelding van het kadastraal nummer ervan;

2° het verslag van de Administratie waarbij wordt vastgesteld dat de woning(en) in het woongebouw geen oorzaak van ongezondheid tonen in de zin van artikel 2, § 2, van dit besluit;

3° het getuigschrift van de bevoegde Administratie van het Ministerie van Financiën betreffende de rechten op het woongebouw waarvan de aanvrager of de personen houder zijn die hem opdracht gegeven;

4° het getuigschrift van het gemeentebestuur houdende vaststelling dat de woning voor het eerst werd bewoond minstens twintig jaren vóór 1 januari van het jaar van de tegemoetkomingsaanvraag;

5° een bestek van de werken.

**Art. 4. § 1.** De vernieuwings- en verfraaiingswerken zijn dewelke vermeld zijn in bijlage II bij dit besluit. Zij mogen betrekking hebben op het geheel der buitenelementen van het woongebouw.

Indien de buitenelementen van een woongebouw met meerdere woningen één of meerdere oorzaken van ongezondheid in de zin van artikel 2, § 2, van dit besluit tonen, houden de werken die eigen zijn aan de woningen bij voorrang de saneringswerken in die aan deze oorzaken van ongezondheid verhelpen.

§ 2. De werken mogen alleen na de datum van het ontvangstbewijs van de premieaanvraag aangevat worden.

De werken onderworpen aan de toepassing van artikel 41, §§ 1 en 2, van het Waalse Wetboek van ruimtelijke ordening en stedenbouw mogen alleen na verkrijging van de vereiste bouwvergunning aangevat worden.

§ 3. De werken moeten uitgevoerd worden binnen de twee jaar te rekenen van de datum van het ontvangstbewijs van de tegemoetkomingsaanvraag. De Minister kan die termijn met zes maanden verlengen indien hij oordeelt dat een verlengingsaanvraag verantwoord is, dat die aanvraag door een delgende vreemde oorzaak gemotiveerd is, gericht aan de Administratie vóór het vervallen van de termijn van twee jaar bij een ter post aangetekende brief.



**Art. 5.** Het bedrag van de tegemoetkoming wordt vastgesteld op 50 % van het bedrag van de facturen, exclusief BTW, die in aanmerking komen. Dit bedrag wordt verminderd met 25 % indien de gerechtigde een privaatrechtelijke rechtspersoon is.

De Minister kan een tegemoetkoming waarvan het bedrag niet hoger dan 150 000 F is toekennen per woongebouw.

**Art. 6.** Het bedrag van de premie wordt aan de aanvrager medegegeeld nadat de Administratie een verklaring heeft ontvangen van de voltooiing van de werken.

De tegemoetkoming wordt niet toegekend in het geval van werken of inwerkingstelling van materialen die onderworpen zijn aan de toepassing van artikel 41, §§ 1 en 2, van het Waalse Wetboek van ruimtelijke ordening en stedenbouw waarvoor de bouwvergunning niet uitgereikt werd.

**Art. 7.** Indien de afgevaardigden van de Minister vaststellen dat de bij dit besluit opgelegde verplichtingen niet in acht werden genomen is de aanvrager ertoe gehouden het bedrag van de tegemoetkoming onverwijld terug te betalen.

De invordering wordt opgedragen aan de Minister die overgaat tot de tussenkomst van het Bestuur van de belasting op de toegevoegde waarde, van registratie en domeinen, overeenkomstig artikel 3 van de domaniale wet van 22 december 1949.

**Art. 8.** Indien een woongebouw het onderwerp is geweest van de toekenning van een tegemoetkoming, wordt geen enkele nieuwe aanvraag betreffende hetzelfde gebouw in acht genomen binnen de tien jaren vanaf de verzending van de verklaring der werkenvoltooiing.

**Art. 9.** Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 15 januari 1987 betreffende de toekenning van toelagen aan particulieren door het Waalse Gewest voor het uitvoeren van stadsvernieuwingsoperatie is opgeheven.

**Art. 10.** Dit besluit treedt in kracht op 1 januari 1990.

**Art. 11.** De Minister tot wiens bevoegdheden de ruimtelijke ordening behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 november 1989.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
belast met Economie, K.M.O.'s en Regionaal Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening,  
Onderzoek, Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

A. LIENARD

#### Bijlage I

Saneringswerken voor de woningen.

Dak :

1. Vervanging van de bekleding (minimum 50 % van de totale bekledingsoppervlakte of een gehele dakhellings), met inbegrip van dakvensters, dakramen en gelijkgestelde elementen.

Aanpassing van het kapspant.

3. Vervanging van elk element of van elke inrichting voor de verzameling en de afvoer van regenwater.

4. Vervanging of installatie van elke inrichting die voorzien is in de natuurlijke verlichting en/of de verluchting van de of van niet in woonvertrekken ingerichte zolders.

Muren :

5. Droogmaking van de muren.

6. Versterking van onstabiele muren.

Buitentimmerwerk :

7. Vervanging van het buitentimmerwerk (deuren en raamwerk), met inbegrip van de beglazing onder voorbehoud aan de gezondheidscriteria te voldoen die aangehaald zijn in de bijlage bij het voormeld besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 8 september 1988.

Vloeren :

8. Vervanging van de plankenvloer en van de planksteunen (vloerbalken, steigervloeren, enz.) en van de vloeren van één of meerdere lokalen.

9. Vervanging van de verkeerruimte en van de onderlagen van één of meerdere lokalen, met inbegrip van de plinten.

Natuurlijke verlichting en verluchting :

10. Aanpassing van de gezondheidscriteria die aangehaald zijn in de bijlage bij het voormeld besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 8 september 1988.

Veiligheid :

11. Aanpassing van de elektrische of gasinstallatie, de verwarmingsapparaten of de apparaten voor het produceren van warm water zijnde niet inbegrepen. Een getuigschrift van conformiteit met de wettelijke bepalingen (AREI en ARAB) moet door de geregistreerde aannemer afgegeven worden.

12. Vervanging van een binnentrap met inbegrip van de noodzakelijke bijwerken.

13. Het overtrekken van schachten van schoorstenen met inbegrip van herstelling of wederopbouw van schoorstenen en bijzaken.

Toegang :

17. Aanpassing van een afzonderlijke toegang tot de openbare weg voor de woning(en) gelegen in een woongebouw met een winkeligvloer.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 23 november 1989.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
belast met Economie, K.M.O.'s en Regionaal Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening,  
Onderzoek, Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

A. LIENARD

Bijlage II

Buiten vernieuwings- en verfraaiingswerken van de woongebouwen.

1. De in bijlage I opgenomen saneringswerken, voor zover zij eigen zijn aan meerdere woningen en zij betrekking hebben op buitenelementen van het woongebouw.

2. Het vernieuwen of het vervangen van buitenraamwerken, vensters en deuren die geen van de in de bijlage bij het voormeld besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 8 september 1988 oorzaken van ongezondheid tonen.

3. Het verbeteren van de natuurlijke verlichting door het openen of het vergroten van openingen gekenmerkt door een verticale hoofdtrek, alsmede door het afbreken van bijgebouwen die de zonnigheid hinderen.

4. Het schoonmaken van de gevels en nokgevels door verschillende werkwijzen, alsook door verf, bepleistering of raaplaag.

5. Het invoegen van gevels en nokgevels.

6. Het wederherstellen van vensterdammen in dezelfde vertikaal en in de as van de oorspronkelijke vensterdammen.

7. In geval van een winkeligvloer, het plaatsen van de vitrine achter de gevel.

8. De bouw, de vernieuwing of de vervanging van afsluitingsmuren in de omtrekken, architecturale gehelen of gebieden waar zij kenmerkend zijn.

9. Het plaatsen of het vervangen van reclameborden of -middelen overeenkomstig de door de Minister vastgestelde kenmerken.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 23 november 1989.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
belast met Economie, K.M.O.'s en Regionaal Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening,  
Onderzoek, Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

A. LIENARD

## ANDERE BESLUITEN

### MINISTERIE VAN VERKEERSWEZEN

17 JANUARI 1990. — Ministerieel besluit tot oprichting, omvorming en afschaffing van postkantoren

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie,

Gelet op de wet van 26 december 1956 op de Postdienst, inzonderheid op artikel 7,

Besluit :

Artikel 1. De ontvangerij A « Tournai — Dépôts Massifs » wordt opgericht.

Art. 2. § 1. De onderontvangerij Doische wordt omgevormd tot ontvangerij B.

§ 2. De ontvangerijen A Mariembourg en Wespelaar 1 worden omgevormd tot onderontvangerij

§ 3. De ontvangerijen B Jemelle, Bassevelde, Machelen (VI), Olsene, Rijmenam, Romedenne en Veltem worden omgevormd tot onderontvangerij.

Art. 3. § 1. De ontvangerij A Tournai X wordt afgeschaft.

§ 2. De onderontvangerij Antwerpen 16 wordt afgeschaft.

Art. 4. De Algemeen Beheerder van de Regie der Posterijen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 januari 1990.

M. COLLA

## AUTRES ARRÊTÉS

### MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS

17 JANVIER 1990. — Arrêté ministériel portant création, transformation et suppression de bureaux de poste

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones

Vu la loi du 26 décembre 1956 sur le service des postes, notamment l'article 7,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>. La perception A de « Tournai — Dépôts massifs » est créée.

Art. 2. § 1. La sous-perception de Doische est transformée en perception B.

§ 2. Les perceptions A de Mariembourg et Wespelaar 1 sont transformées en sous-perception.

§ 3. Les perceptions B de Jemelle, Bassevelde, Machelen (VI) Olsene, Rijmenam, Romedenne et Veltem sont transformées en sous-perception.

Art. 3. § 1. La perception A de Tournai X est supprimée

§ 2. La sous-perception d'Antwerpen 16 est supprimée

Art. 4. L'Administration Générale de la Regie des Postes est chargée de l'exécution du présent arrêté

Bruxelles, le 17 janvier 1990

M COLLA